



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

LE 13 AVRIL 1987

N°160

PRIX : 3 FF



SOMMAIRE  
AU  
VERSO

## TCHAD

### DERRIERE LA VICTOIRE

### DE HABRE , L'IMPERIALISME

## SOMMAIRE

Pages 2 et 3

- Editorial

Page 4

- Sénégal : L'art et la manière de faire passer sous silence ce qui est gênant

Page 5

- Mauritanie : Répression contre les négro-africains.

- Mali : Quand un voleur crie au voleur

Page 6

- Vente de lait irradié le profit d'abord

Page 7

- Togo-Ghana : L'aberration des frontières

Pages 8 à 11

- Madagascar : Le régime de Ratsiraka traverse une période mouvementée

## ABONNEMENT

France : 1 an

- pli ouvert 55 FF
- pli fermé : 65 FF

Etranger

- Ecrire au journal

## ADRESSE

DUFEAL-COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT, B.P. 42  
92114 CLICHY Cedex

## é d i t o r i a l

### TCHAD : DERRIERE LA VICTOIRE DE HABRE, L'IMPERIALISME

Il y a quelques jours, Mobutu, le président Zaïrois est allé à N'Djaména féliciter son "frère" tchadien Hissen Habré pour ses "succès militaires". Quelques jours auparavant, le 23 mars dernier, à en croire "Info-Tchad", ce n'est pas seulement dans la capitale tchadienne, mais dans d'autres villes principales telles que Moundou, Sarh, Abéché que des milliers de gens ont manifesté, à la suite de la prise de Ouadi-Doum (localité du nord du Tchad) pour exprimer leur soutien aux forces armées tchadiennes et à leur "chef suprême".

Au sujet de la "victoire" des troupes tchadiennes sur les "envahisseurs libyens", Habré, comme s'il avait des doutes quant à la crédibilité de cette victoire qui a suscité tant d'enthousiasme et de manifestations, a tenu à "jurer sur l'honneur" qu'aucun soldat étranger n'avait pris part au combat. Mais pour respectable que soit l'honneur d'un valet de l'impérialisme, il vaut mieux se fier aux faits.

Depuis l'intervention française en 1983 appelée "Opération Manta" qui a sauvé le régime de Habré face aux menaces des troupes de son rival Goukouni soutenu militairement par la Libye, l'impérialisme n'a cessé de renforcer les forces gouvernementales françaises: en plus des tonnes d'armes classiques, il y a au Tchad des Mirage F1, des Jaguar, des appareils d'observation Breguet Atlantic, des lance-roquettes, des missiles Milan qui, selon le Figaro, seraient "sans équivalent dans le monde" etc... A cela s'ajoutent des radars français ainsi que des avions radars Awacs (américains), sans parler des 1 500 soldats français toujours stationnés au Tchad et de l'aide financière.

Pour venir en aide à ses valets, l'impérialisme est toujours prêt à dépenser des sommes fabuleuses. Il y va de son intérêt non seulement localement, mais surtout vis-à-vis des autres pays africains sous sa domination. Mais quand il s'agit d'aider les pays du Tiers Monde où la famine fait des ravages parmi les populations pauvres, l'impérialisme traîne les pas; les moyens mis en oeuvre sont dérisoires, voire ridicules. Parce que, aider ces affamés du Tiers Monde ne rapporte pas de l'argent.

Dans la guerre du Tchad, l'impérialisme nie sa participation à la guerre. Mais qui se sert de l'arsenal ultrasophistiqué livré à N'Djaména ? Qui a tiré le missile qui a détruit les radars libyens installés à Ouadi-Doum ? Qui transmet à l'armée tchadienne les renseignements obtenus par les services d'écoute et même par satellites ?

... / ...

Des soldats tchadiens ? quelle plaisanterie ! ceux-ci ont avoué eux-mêmes qu'ils ne comprennent rien à ces armes ultra-modernes.

Derrière les soldats tchadiens, il y a l'impérialisme américain qui veut donner une "leçon" à Kadhafi qui le nargue et l'impérialisme français qui veut rassurer les dictateurs africains qui se demandent s'ils peuvent toujours compter sur sa protection. A travers la guerre du Tchad, l'impérialisme expérimente aussi ses armes nouvelles et en fait de la publicité comme il l'avait fait par exemple, il y a quelques années avec les missiles "Exocet" pendant la guerre des Malouines.

Il est donc clair que la victoire des forces de Habré sur celles de Kadhafi est avant tout une victoire de l'impérialisme. Dans cette guerre, Habré y gagne bien sûr quelque chose parce que cela lui a permis de jouer sur le sentiment "patriotique" des populations afin de bénéficier d'un soutien politique de celles-ci.

Mais les populations tchadiennes et libyennes n'ont rien à y gagner. Bien au contraire. Elles y perdent déjà beaucoup, ne serait-ce parce que ce sont elles qui servent de chair à canon. Si les populations libyennes et tchadiennes ne veulent pas s'entretuer dans ce genre de guerre qui n'a rien à voir avec leurs intérêts, si elles ne veulent pas se laisser diviser par leurs oppresseurs et exploités, elles ont intérêt à se donner la main par-delà les frontières, pour opposer une lutte commune à ceux-ci.

#### TCHAD : ATTENTION AUX "BUS" ET TAXIS !

A N'Djaména, les moyens de transports sont presque inexistants. Mais le peu de transports en commun qui existent posent beaucoup de problèmes et occasionnent chaque jour de nombreux accidents.

Cette situation est inquiétante et le quotidien gouvernemental "Info-Tchad" du 3 mars dernier l'a décrite en ces termes: "Il n'existe pas à N'Djaména le respect du code de la route et les usagers qui circulent sur les voies publiques sont souvent en situation irrégulière. Conséquence, de nombreux accidents sont occasionnés à longueur de journée (...) Dans cet imbroglio de la circulation, poursuit le journal, les taximen tiennent la vedette. Ils sont les champions des accidents. Leurs véhicules, dans l'ensemble n'ont pas de freins. Ils ne clignent parfois pas avant d'amorcer un virage ou pour s'arrêter. Seule la recherche de clients les préoccupe, faisant ainsi fi des autres passants" (...)

"Info-Tchad" ajoute: "Pour les bus (mini-bus en réalité), les portières ne se ferment pas souvent. A l'intérieur, des sièges vétustes, soutenus parfois par des planches en bois. Le conducteur dont les permis de conduire sont parfois douteux et malgré l'état de son véhicule, se complait à charger au maximum les passagers, dépassant le chiffre autorisé qui est de 9 personnes".

Des mesures répressives sont envisagées par le gouvernement à l'encontre des conducteurs et de leurs véhicules. Ces mesures répressives, si elles sont appliquées, ne seront pas les premières. Elles existent déjà sans qu'il y ait un effet positif quant à l'amélioration de la circulation. Elles se sont révélées toutes inefficaces.

Cette inefficacité s'explique principalement par le fait que la plupart des moyens de transport appartiennent à des ministres et hauts fonctionnaires ou à leurs amis commerçants riches. Alors quand la brigade de circulation routière n'est pas corrompue, elle tient compte de la hiérarchie.

## SENEGAL : L'ART ET LA MANIERE DE FAIRE PASSER CE QUI EST GENANT SOUS SILENCE

Lors de l'anniversaire de l'indépendance du Sénégal, Abdou Diouf a comme chaque année fait son discours traditionnel. A cette occasion il s'est félicité de la bonne marche de sa politique vis-à-vis de toutes les couches de la population sénégalaise. Par rapport à sa politique dans le domaine de l'Education Nationale, il a parlé du budget de l'enseignement en alignant des chiffres pour prouver sa bonne foi.

Par contre lorsqu'il a fait allusion aux derniers événements qui avaient eu lieu à l'Université de Dakar, il a bien protégé et félicité les responsables de son gouvernement qui avaient mis de "l'ordre" dans le campus à coups de matraque et de brutalités policières. En effet, lorsque les étudiants étaient en grève et refusaient de payer les restaurants universitaires parce que l'alimentation était de très mauvaise qualité, la police était intervenue.

Les policiers s'étaient comportés comme des barbares en frappant à coups de matraque les jeunes, en saccageant sur leur passage des chambres ainsi que des affaires personnelles des étudiants. Il y a eu même un mort. .

A l'heure actuelle les cours ont repris mais les autorités n'ont pas satisfait toutes les revendications des étudiants contrairement à ce qu'elles avaient fait mine de promettre. Les repas ne sont pas améliorés; tout ce qui a été détruit par la police n'est pas encore réparé; certains pavillons de la Cité Universitaire n'ont même pas d'eau; les travaux de réfection n'ont toujours pas commencé contrairement aux promesses. La seule chose que les autorités ont accepté de faire, c'était de relever le Directeur du restaurant universitaire de ses responsabilités sous prétexte que ce monsieur aurait détourné des fonds. C'est peut-être vrai, mais la pression de la grève des étudiants y est certainement pour quelque chose.

Ce qui est sûr, c'est que les autorités ne veulent pas céder ouvertement sous la pression des étudiants en grève. Le gouvernement de Abdou Diouf autorise la présence dans le pays d'organisations d'opposition dans un cadre qui ne le gêne pas. Mais à une opposition qui descend dans la rue, il y répond, comme la plupart des dictateurs, par une répression féroce. Voilà la limite de la "démocratie" à la sauce de Diouf.

## SENEGAL : QUAND LES PARTISANS DE WADE PARLENT DE " CHANGEMENT"

A l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance du Sénégal, Abdou Diouf a, comme chaque année, paradé dans sa voiture décapotable, à la place de l'indépendance. Cette fois-ci, il l'a fait en compagnie de Chirac.

La seule chose un peu nouvelle, c'est qu'Abdoulaye Wade, le chef de file du PDS, a voulu profiter de cette occasion pour faire parler de lui. Il a en effet fait venir en nombre ses partisans pour que ceux-ci, lorsque le président passe dans leur parrage, sortent le drapeau vert et jaune du PDS et crient: "Sopi! Sopi!" (c'est-à-dire "changement! changement!). Selon le journaliste du "Monde", la démonstration de Wade a réussi puisque ses partisans ont été remarqués par le public mais aussi par Diouf et Chirac. Seulement, ce que les partisans de Wade entendent par "changement", c'est le remplacement de Diouf par Wade à la tête de l'Etat.

Pour Wade et sa bande, ce sera peut-être un changement, encore faut-il que Diouf et sa propre bande leur cèdent la place. Mais pour l'ensemble des pauvres, pour les travailleurs, ce ne sera pas du tout un changement. Car Diouf comme Wade sont

tous d'accord sur au moins une chose, à savoir que les travailleurs devront toujours continuer à être exploités et se serrer davantage la ceinture.

Les pauvres n'ont rien à attendre du PDS comme des autres politiciens d'ailleurs. S'ils veulent un changement réel de leur situation, s'ils veulent vraiment mettre fin à l'exploitation et la misère, c'est sur leurs luttes, sur leur volonté qu'ils doivent compter. Car les élections n'ont jamais résolu les problèmes des travailleurs. Il n'y a que la révolte et la force qui comptent dans ce système odieux pour les pauvres.

#### MAURITANIE : REPRESSION CONTRE LES NEGRO-AFRICAINS

Les galonnés ont montré leur vrai visage. La capitale mauritanienne, Nouakchott, connaît des agitations politiques depuis quelques mois. Ces agitations touchent surtout le milieu de l'intelligentsia négro-africaine. Au mois d'octobre, il y avait eu huit condamnations de quatre à cinq ans de prison, en septembre vingt condamnations et en mars dernier, il y a eu encore d'autres condamnations.

Toutes ces arrestations ont été effectuées dans le milieu intellectuel négro-africain. Le régime réactionnaire de Nouakchott, à la solde de l'impérialisme français, les accuse tantôt de sabotage, tantôt d'être des agitateurs politiques et même des criminels.

Mais en réalité le régime en place, tout comme celui de Moussa Traoré du Mali, ne peut admettre des contestations dans quelque milieu que ce soit. Certes, les négro-africains se sentent victimes d'une discrimination raciale. Ce sont les arabo-berbères qui détiennent les postes clés de l'Etat et de l'administration et ne laissent que des postes subalternes aux négro-africains.

C'est pour toutes ces raisons que ce sont ces derniers qui se révoltent souvent contre le régime de Nouakchott. Les régimes qui se sont succédé depuis l'indépendance ont connu cette situation. Le premier président Ould Daddah avait même fait tirer en 1962 sur les lycéens qui manifestaient pour les mêmes raisons. Les galonnés mauritaniens d'aujourd'hui n'ont fait que continuer la politique discriminatoire et répressive de leurs prédécesseurs.

#### MALI : QUAND UN VOLEUR CRIE AU VOLEUR

Le gouvernement de Moussa Traoré a décidé de créer une "commission nationale contre la corruption et l'enrichissement illicite". Cette commission est composée de 14 civils et 4 militaires. Elle sera présidée par un inspecteur de douane. Il paraît que c'est elle qui doit déterminer les modalités de son fonctionnement.

Quel cinéma! Comme si une commission dirigée par un douanier est une bonne référence, quand on sait que ce sont ces fonctionnaires de l'Etat qui sont parmi les plus corrompus du Mali. Il suffit de prendre un taxi-brousse pour voyager du Mali au Sénégal ou en Côte d'Ivoire pour les voir agir au grand jour. Ils confisquent les affaires des petites gens et laissent se faufiler les grands dioulas (grands commerçants) moyennant quelques billets de francs CFA. On les voit même agir ouvertement à l'aéroport de Seinou en proposant de faire passer les bagages des immigrés qui rentrent, en échange d'une petite somme.

Le président de la commission et ses membres oseront-ils vérifier une grande rumeur qui circule à Bamako et ici dans l'immigration, rumeur selon laquelle Moussa Traoré possède un château en Algérie? Il est fort probable que cela ne soit d'ailleurs pas une simple rumeur. D'où vient l'argent avec lequel il a acheté ce château? Quand on sait qu'en 1968, juste avant son coup d'Etat, Moussa Traoré n'était qu'un simple lieutenant fauché.

La commission ira-t-elle contrôler la source de la fortune de Mariam Traoré (l'épouse du président) qui, paraît-il, possède plusieurs circuits commerciaux? Cette commission contrôlera-t-elle tous les comptes bancaires des hauts dignitaires de l'Etat? Sûrement pas.

Le maximum que cette commission puisse faire, c'est d'inculper de temps en temps quelques petits voleurs et faire beaucoup de bruits autour pour bien cacher et protéger cette sorte de mafia qui est à la tête de l'Etat.

#### VENTE DE LAIT IRRADIE : LE PROFIT D'ABORD

Le mensuel "Jeune Afrique Economie" de mars a consacré un article relatif à une exportation de lait dont l'Egypte et l'Angola avaient failli être victimes en janvier dernier. En effet une société de Bavière, en Allemagne, avait envoyé 3 000 tonnes de lait radioactif à destination de ces deux pays. Ce lait empoisonné provient des vaches qui ont mangé l'herbe irradiée à la suite de la catastrophe de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Et c'est au cours d'un contrôle de routine qu'on avait découvert une partie de ce lait à Cologne et une autre à Brême (Allemagne).

Le trafic du lait en poudre contaminé a donc été découvert par un hasard extraordinaire. D'autant plus que, comme l'explique le même journal, "il n'est pas possible de contrôler toutes les exportations du pays. Les contrôles sanitaires se font par sondage aléatoire, un wagon sur quarante ou cinquante environ. Pour certains produits, les contrôles sont plus fréquents mais le lait en poudre ne fait pas partie de ces produits à haut risque".

En plus du caractère très "aléatoire" des contrôles, certains producteurs de lait n'hésitent pas à avoir recours à une ruse: "certains wagons contenant de la poudre de lait contaminé, ont passé à travers des contrôles, "camouflés" dans des convois sains. Le risque de fraude est donc bien réel", ajoute le journal. Des tonnes de lait toxique sont certainement passés inaperçues et exportées en Egypte, en Angola ainsi que dans bien d'autres pays du Tiers-monde.

Ainsi, les producteurs capitalistes utilisent tous les moyens qui sont dignes des escrocs pour vendre leurs produits, surtout si ces produits sont mauvais ou toxiques. Que les consommateurs soient empoisonnés ou non, cela ne leur fait absolument rien du moment où ils en tirent de l'argent. Et dans cette affaire sordide de vente de lait radioactif, les capitalistes, producteurs de lait, se moquent des dangers que courent des millions de consommateurs.

Ces capitalistes ne sont malheureusement qu'un exemple parmi tant d'autres. Et tous, ils ne font qu'obéir à la logique du capitalisme qui est basée uniquement sur le profit.

## TOGO-GHANA : L'ABERRATION DES FRONTIERES

En mars dernier, le gouvernement ghanéen a accusé le régime togolais d'annexer un village au nord et d'y établir des structures administratives; il a également dénoncé les patrouilles incessantes des soldats togolais dans ce village et parfois l'arrestation des civils ghanéens.

Tout au long de cette frontière qui sépare le Togo et le Ghana, frontière qui passe en plein milieu d'un quartier de Lomé, la capitale du Togo, les incidents sont nombreux. Récemment une personne qui traversait la frontière a été tuée par des coups de feu tirés par un garde-frontière; plusieurs autres personnes ont été blessées.

Malheureusement des incidents graves de ce genre ne sont pas seulement propres à ces deux pays. Il n'y a pas longtemps le Mali et le Burkina sont entrés en guerre ouverte à propos des villages situés de part et d'autre de la frontière; on peut citer bien d'autres exemples de conflits frontaliers en Afrique. Et dans tous les cas, ce sont les populations civiles sans défense qui sont les premières victimes.

Les gouvernements réactionnaires en place en Afrique, loin de résoudre ces problèmes de frontières artificiellement tracées par le colonialisme, s'en font au contraire les défenseurs zélés après les accessions à l'indépendance. Tout comme leurs maîtres, ces dictateurs africains attisent les haines entre les peuples; ils sont incapables de surmonter les divisions ethniques et religieuses suscitées et renforcées par l'impérialisme; leur politique consiste à gérer l'héritage empoisonné laissé par l'impérialisme. Seuls comptent leurs intérêts personnels.

les dictateurs africains défendent les frontières parce qu'ils y trouvent leurs intérêts; les travailleurs, les pauvres n'ont pas, eux, intérêt à défendre ces frontières ou à soutenir leurs dictateurs. Pour se libérer, pour s'épanouir, pour tisser des liens fraternels avec les peuples des pays voisins dans lesquels vivent une partie de la famille, un cousin, un ami, ils ont intérêt à détruire ces frontières dressées pour les diviser.

Mais détruire ces frontières, signifie détruire les régimes qui les défendent et par-delà ces régimes, détruire l'impérialisme qui les soutient. Cela nécessite que, par-delà les frontières, les travailleurs, les exploités sachent mettre en commun leurs forces contre leurs ennemis de classe.



## MADAGASCAR

### LE REGIME DE RATSIRAKA TRAVERSE UNE PERIODE MOUVEMENTEE

Ces derniers temps-ci le régime de Ratsiraka traverse une des plus graves crises depuis son arrivée au pouvoir en 1975. C'est une crise qui couvait depuis longtemps et au début de cette année la marmite a débordé. Le régime est secoué d'une part par la contestation universitaire qui s'est accentuée depuis janvier et d'autre part plus récemment par une sorte d'émeute de la faim qui s'est traduite par des actes de pillage et d'incendie des magasins et villas appartenant à des commerçants indo-pakistanaïis dans la plupart des grandes villes de l'île.

L'armée est intervenue pour réprimer les pauvres qui ont osé se servir dans les magasins et les maisons des commerçants indiens. Il y aurait plusieurs dizaines de morts. La répression de Ratsiraka a été sélective car si l'armée n'a pas hésité à tirer sur les pauvres, elle n'a pas réagi de la même manière face aux étudiants de Tana, qui, eux, sont descendus plusieurs fois dans la rue.

Le 30 mars, ils étaient 10 à 15.000 à manifester dans les rues d'Antananarivo. La semaine suivante une nouvelle manifestation a été organisée, toujours par les étudiants d'Ankatso (le campus universitaire). A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas si les manifestations continuent ou pas. Les étudiants protestent contre le retard dans le versement des bourses et le non octroi de nouvelles bourses ainsi que les mauvaises conditions de vie dans le campus.

Oui, le régime de Ratsiraka est en train de traverser une zone de tempête. Comme la plupart des pays pauvres, Madagascar subit de plein fouet les effets de la crise économique. Les pressions du FMI se font de plus en plus sentir. L'Etat a besoin de liquidités pour payer ses fonctionnaires et pour faire tourner tant bien que mal l'appareil d'Etat. Il n'arrive pas à payer ses dettes, mais il a besoin de l'argent frais. Et comme partout, le FMI impose des mesures draconiennes pour "assainir l'économie" avant d'accorder un petit crédit.

Dans ce cadre d'assainissement, un des projets du gouvernement était de faire travailler les étudiants dans les champs pour qu'ils subviennent eux-mêmes à leurs besoins. C'était une manière de dire: "le gouvernement n'a plus d'argent pour financer vos études. Si vous voulez étudier, faites-le à vos frais." La réaction des étudiants n'a pas tardé.

Et pour que les mécontentements ne gagnent pas les couches populaires, qui, elles, vivent déjà misérablement, Ratsiraka a décidé d'augmenter ce qui est convenu d'appeler " le salaire minimum d'embauche". Aujourd'hui il est un peu moins de 30 000 frs malgaches. Autant dire un salaire de misère. Si on considère qu'une famille de 4 enfants, avec un tel revenu, le salaire ne suffit même pas à payer le riz pour un mois.

Le riz est une denrée de base. Mais les prix officiels ne sont appliqués nulle part. C'est au marché noir qu'on l'achète. Et là il faut payer le gobelet à 200 FM (quatre gobelets correspondent à un kg). On imagine alors la souffrance des petites gens qui, avec leur maigre salaire, doivent joindre les deux bouts. Les enfants sont obligés de faire les poubelles et pratiquer toutes sortes de métiers pour ne pas mourir de faim.

... / ...



Cependant, on aurait tort de croire que tout le monde dans ce pays vit dans la même galère. Bien au contraire. La pénurie, le marché noir, la vie chère, ont favorisé largement toute une couche de parasites. La bourgeoisie commerçante de ce pays n'a jamais eu une telle prospérité qu'en ces temps de misère pour l'écrasante partie de la population. La corruption et les magouilles de toutes sortes fonctionnent à merveille.

Ces derniers temps-ci, le pays n'a jamais importé autant de magnétoscopes, de téléviseurs, de chaînes Hi-Fi, et toutes sortes de produits électro-ménagers qui viennent de l'île de la Réunion ou de l'île Maurice. Ces deux ou trois dernières années ont été bonnes pour les grands commerçants, mais c'étaient des "années noires" pour les pauvres qui ont eu, de plus, à affronter une vague de sécheresse.

On a signalé, notamment dans le sud, des morts de famine que le gouvernement a toujours voulu minimiser, certainement pour ne pas provoquer des troubles au sein d'une population extrêmement démunie et qu'un rien pourrait entraîner dans une révolte incontrôlée.

Et on voit, au milieu de cette misère, ces gros commerçants se pavanner avec leurs voitures de luxe, des villas qui n'ont rien à envier à celles de Neuilly. Venir à Paris pour ces riches, c'est presque une routine. On y vient pour se faire soigner, pour faire des emplettes ou pour "affaires".

Alors oui, les pauvres ont raison de se servir là où les richesses se trouvent. Ils auraient tort de s'en priver alors que des tonnes de denrées sont stockées dans des dépôts pendant que, eux, ils crèvent de faim, faute de n'avoir pas suffisamment d'argent pour les payer.

Bien sûr, ces richesses ne se trouvent pas que chez les commerçants indiens. La communauté indo-pakistanaise est forte de 20 à 25.000 personnes. Elle est présente dans ce pays depuis près d'un siècle et elle s'est taillée une place clef dans le commerce, notamment dans le textile.

Cette communauté vit presque en vase clos et son comportement est semblable à celui des colons qui se croient en terre conquise. Il existe aussi, à côté des Indiens, une petite communauté chinoise. Ces deux communautés détiennent une place équivalente à celle des Libanais au Sénégal ou en Côte d'Ivoire.

Mais il y a aussi à Madagascar une bourgeoisie commerçante malgache assez florissante, essentiellement dans les "hauts-plateaux". Sa richesse n'a, dans une certaine mesure, rien à envier à celle des Indiens ou des Chinois. Les inégalités sociales entre cette minorité de riches commerçants et l'énorme majorité de la population sont tellement criantes qu'on a peine à imaginer comment cela a pu continuer jusqu'à présent sans grands heurts.

Il n'est donc pas étonnant que le mois dernier, dans plusieurs villes, des magasins et des maisons appartenant à des "Karana" (Indo-pakistanaï) ont été pillés puis incendiés. Aucun Indo-pakistanaï n'a été tué ni blessé. Certains ont même été prévenus à l'avance par des tracts leur disant qu'il fallait qu'ils quittent le pays et qu'"on" ne s'en prendrait pas à leur personne, mais seulement à leurs biens.

... / ...

Ratsiraka a envoyé son armée pour réprimer les pauvres. Mais selon certains témoignages, des gens haut placés n'ont pas hésité, eux aussi, à se servir dans les magasins et les villas. Certains se sont fait une spécialité dans l'achat clandestin des marchandises pillées. Aucun d'entre eux n'a, bien sûr, été abattu.

Ratsiraka et les partis politiques qui le soutiennent crient à "la main de l'étranger". Ils disent qu'une "puissance étrangère" manipule certains "éléments" de la population pour "déstabiliser" le régime. L'opposition, par la bouche de Monja Jaona (le dirigeant du MONIMA), affirme que c'est là une manoeuvre de provocation effectuée par les partisans du régime pour détourner la colère de la population vers la communauté indo-pakistanaise qui servirait ainsi de bouc émissaire.

Il est difficile de savoir si vraiment le régime ou tout au moins certains politiciens du régime ne sont pas à l'origine de ces événements. En tous cas on peut constater qu'ils étaient venus au bon moment pour le régime qui, au sommet de l'impopularité, commençait à avoir affaire à des manifestations de rues organisées par les étudiants.

Et Ratsiraka est bien placé pour savoir que par le passé, c'est par des manifestations estudiantines qu'a commencé le renversement de Tsiranana, et que lui-même est venu au pouvoir à la suite du mouvement estudiantin. S'il était l'initiateur des actes de pillage contre les commerçants indiens, pourquoi a-t-il donc envoyé son armée réprimer les "pilleurs" ? Est-ce qu'ils ont dépassé les limites prévues ou est-ce pour faire croire qu'il n'y était pour rien ?

En tous cas, une fois de plus ce sont les pauvres qui ont souffert de la répression. Les commerçants dont les magasins et les maisons ont été pillés et brûlés n'ont eux, perdu qu'une infime partie de leurs fortunes. Les plus riches d'entre eux ont déjà leurs fortunes bien placées dans les coffres-forts des banques ici en France ou ailleurs.

Et ces commerçants agissent comme s'ils étaient persuadés que même s'ils peuvent encore faire des affaires à Madagascar, ce n'est que pour un temps provisoire et qu'un jour ou un autre il faudra plier bagages; soit parce qu'ils seront chassés par la colère de la population excédée par leurs comportements arrogants, soit par le régime en place tout comme les indiens qui ont été chassés d'Ouganda par Idi Amin Dada en 1972.

Toujours est-il que cette "émeute" à l'encontre des commerçants indopakistanais ne semble pas avoir calmé les mécontentements, en tous cas pas ceux des étudiants à l'égard du régime. Car depuis les "événements", deux manifestations assez importantes ont déjà eu lieu en l'espace d'une semaine depuis fin mars.

Aujourd'hui Ratsiraka vient ouvertement demander à l'impérialisme français de l'aider faute de quoi, dit-il, il risque d'y avoir un coup d'Etat dans le pays. Cela fait en effet belle lurette que Ratsiraka a changé de langage vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale. Depuis longtemps il essaie de renégocier son entrée dans la zone franc.

... / ...

Eh oui, Ratsiraka, dont le slogan favori est: "Madagasikara tsy Miandohalika" (Madagascar ne s'agenouille pas) est aujourd'hui contraint, tout comme les autres dirigeants africains, de quémander une poignée de dollars auprès des grandes puissances capitalistes.

La politique prônée par Ratsiraka dans son "Boky Mena" (Livre Rouge), où il promettait le "redressement économique", l'"indépendance" et l'"autosuffisance", a fait faillite. Aujourd'hui son régime est dans une impasse, comme d'autres régimes qui ont tenté la même politique.

Il ne pouvait en être autrement. On ne peut pas échapper à l'emprise de l'impérialisme. Même les régimes plus radicaux, parvenus au pouvoir par la lutte armée contre les anciennes puissances coloniales, en sont réduits au même constat. Les populations y souffrent tout autant des mêmes maux que celles des pays dont les régimes sont complètement sous la botte de l'impérialisme.

Se battre contre l'impérialisme signifie une toute autre politique qui n'a rien à voir avec celle des nationalistes. C'est une politique qui consiste, non pas à chercher à être indépendant de l'impérialisme -car cela est une utopie, mais au contraire à le renverser. Et la seule force sociale qui peut le renverser, c'est la classe ouvrière alliée à toutes les couches pauvres de la société. Et cette lutte, c'est à l'échelle de l'impérialisme, c'est-à-dire à l'échelle mondiale qu'il faut la mener.

Aujourd'hui, les travailleurs et les paysans des pays pauvres n'ont jamais eu autant besoin d'être organisés, en tant que pauvres. De temps en temps, on assiste à des émeutes de la faim, au Soudan comme en Egypte, en Tunisie comme au Maroc, en Zambie comme à Madagascar. D'autres révoltes similaires peuvent voir le jour dans les autres pays d'Afrique où la misère rend la situation tout aussi explosive.

Mais toutes ces révoltes, toutes ces émeutes, si elles ne sont pas organisées, finissent toujours dans des impasses parfois sanglantes. Et même quand pris, de panique, les dirigeants font mine de reculer en annulant telle ou telle mesure impopulaire, ils finissent toujours par imposer davantage de sacrifices, davantage de misère à la population laborieuse qui en souffre déjà. C'est dire qu'il est plus qu'urgent que naissent au sein des travailleurs des organisations révolutionnaires prolétariennes pour faire en sorte que les révoltes des pauvres ne restent pas sans lendemain.

\* \* \* \* \*

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en caste, contre les dictatures qui oppriment nos peuples; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette même lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.